



Les élections législatives et municipales doivent se tenir le 9 février 2020. Mais le Social democratic Front (SDF) annonce ne pas participer, en raison du contexte sécuritaire trouble dans les régions anglophones où il est bien implanté.

« La situation en matière de sécurité dans les régions du sud-ouest et du nord-ouest est telle que des élections ne peuvent avoir lieu car la guerre se poursuit », a déclaré Denis Nkemlemo, secrétaire national du SDF à la Communication,

En plus de ces enjeux sécuritaires, le SDF s'insurge contre la non-révision du code électoral. Une préoccupation qu'il partage avec d'autres partis politiques à l'instar du MRC (Mouvement pour la renaissance du Cameroun) ou le CPP (le Parti du peuple camerounais).